

Jeudi 23 Nov 2023.

### Algérie – Situation actuelle. (Reporting ):

En Algérie, nous avons une réalité qui dure depuis des années, la première c'est que les travailleurs migrants en situation irrégulière, originaire de l'Afrique subsaharienne, constitue la plus importante population des étrangers dans le Pays, elle dépasse de loin les chinois et les turques qui sont en force.

La deuxième réalité, c'est que ces travailleurs migrants ont montré leurs compétences dans l'exercice de leurs métiers respectifs, et qu'ils constituent une main d'œuvre hautement sollicitée par les entreprises et par les particuliers à travers tout le nord du pays. Ils sont très présents dans le secteur du bâtiment et de l'agriculture, et ils sont bien rémunérés.

En dépit, d'une politique très répressive adoptée par les pouvoirs publics à leur égard, qui s'articule autour d'arrestations aux faciès, spoliation de leurs biens et se solde par des expulsions collectives vers le Niger, en violation des textes internationaux ratifiés par l'Algérie, le phénomène migratoire d'installation sud-nord que connaît l'Algérie, même s'il a connu une baisse tangible, il reste vivace jusqu'à aujourd'hui, même après le durcissement du passage aux frontières que ce soit du côté du Nord Niger que du côté algérien.

Des dizaines de milliers de ces travailleurs migrants exercent le temps de leur séjour en Algérie des métiers, mais ils sont privés de tous les droits énumérés dans la convention onusienne de déc 1990, et vivent dans l'ombre dans la société, loin des regards. Une situation qui nous fait rappeler d'ailleurs celle d'avant 2010, où le subsaharien était à la fois invisible dans la société, mais constituait un intérêt pour les services de sécurité.

Actuellement la situation est opaque en ce qui concerne la politique migratoire, mais tôt ou tard, le pays sera forcé de faire appel dans les années à venir pour diversifier son économie hors hydrocarbure, à une forte migration, entre autres celle de la main d'œuvre (de l'ordre de millions de travailleurs), et ceci est capital pour l'avenir et le développement du plus grand pays du continent. De toute évidence, il ne peut y avoir un développement sans une migration en Algérie.

Depuis 2013, des milliers de migrants ont travaillé en Algérie, ça représente des dizaines de millions d'heures de travail dans le noir, une réalité qui n'a intéressé personne, aucune recherche scientifique n'a été entamée pour étudier ce phénomène et son impact sur la société et l'économie local, si comme ils n'ont jamais été présents durant les 10 dernières années.

Si on se pose la question du pourquoi, parce que tout simplement, c'est la sécurité qui gère le dossier migration dans le pays, et la réponse du gouvernement à ce phénomène tout naturel et qui touche toute la région euromed reste basée uniquement sur les rapports d'une police (**Politique**) psychopathe qui ne voit que des menaces autour des étrangers et des citoyens qui coopèrent avec les étrangers, et ainsi les scientifiques et chercheurs universitaires ne sont ni utiles ni nécessaires sur le plus important phénomène du siècle.

La recherche scientifique est importante comme l'a souligné hier le professeur du Sénégal lors de son intervention. La politique algérienne répressive envers les migrants a été rendue possible aussi, grâce au pays du Niger, qui est devenu depuis 2018 un réceptacle où les camions semi-remorques déversent à la frontière, des dizaines de milliers de migrants, y compris les femmes enceintes et les mineurs.

Une attention particulière doit être portée à cet endroit de non droits. Peut-être on trouvera des pistes pour mettre fin à cette humiliation que subissent les enfants de l'Afrique en Afrique.

Hélas, les travailleurs migrants ne sont pas les seules victimes en Algérie, depuis fin 2020, lorsque la répression a touché le mouvement populaire du Hirak, la situation dans le pays s'est aggravée pour les défenseurs des ddh et les syndicalistes autonomes, ainsi que pour les professionnels de la presse engagée.

Nous avons un syndicaliste très connu, qui est accusé lui avec sa femme de **terrorisme**, il est inculpé de faire partie d'un mouvement islamiste classé comme organisation terroriste par Alger. Comme on dit « le ridicule ne tue pas », même si ce syndicaliste de notoriété public, fondateur de deux syndicats dans l'enseignement supérieur, connu depuis les années 80, comme étant un fervent militant de l'extrême gauche, laïc dans la moelle, et malgré tout ça, le Pouvoir lui colle cette accusation d'islamiste sur le dos, à cause de ses rapports envoyés à l'OIT et à l'ONU, sur les questions ddh et les droits de migrants.

Kaddour chouicha de son nom et sa femme journaliste engagée passent au tribunal criminel à Alger avec d'autres acteurs dans 10 jours, le 3 décembre prochain.

Je tiens à cette occasion exprimer le souhait du président de mon organisation Rachid Malaoui, qui sollicite de la part des organisations syndicales du réseau RSMMS ici présentes, d'exprimer une mention de soutien pour ce militant, dans le cadre de l'entraide syndicale régionale et internationale.

CGIL a toujours soutenu notre syndicat autonome, tout comme a été solidaire le peuple italien dans le combat de l'Algérie pour son indépendance.

Le syndicaliste Falleh Hammoudi, l'ex point focal du réseau RSMMS, lui aussi est passé par la case prison, avec une série de procès et des condamnations avec sursis, perquisition du domicile par la police politique, juste pour son engagement pour les libertés individuelles et publiques.

Le président de la CGATA, Malaoui Rachid, depuis la fin du Hirak évite de rentrer en Algérie, car une probable intention de détention pèse sur lui. Actuellement en situation irrégulière, il est hospitalisé en France.

Pour terminer, le tableau n'est pas devenu sombre pour nous, il a toujours été comme ça, à la seule différence, c'est que de nos jours, le régime actionne à sa guise le ministère public et la Justice pour emprisonner les militants.

Fin de présentation.

Fouad Hassam.

CGATA- snapap ;